

Edito | Le ministre, les vendanges et l'inquiétude de la filière viticole

Ah! S'il suffisait d'exciper de sa qualité d'ancien ingénieur agronome, et de couper quelques raisins en ces temps de vendanges comme Julien Denormandie l'a fait, hier, les inquiétudes de la viticulture française, et plus largement de l'ensemble de la filière, seraient apaisées. N'accablons pas, cependant, le nouveau jeune ministre, un macronien de la première heure, qui après s'être occupé du logement dans le gouvernement Philippe a, sur les bras, la charge de l'agriculture. En allant à la rencontre des professionnels de la vigne, ce samedi 29 août, à Teuillac, dans les côtes de Bourg, au Domaine de Launay qui cultive en bio et est connu, de longue date, pour la qualité de son travail et de sa production, il a laissé entendre que le plan de relance de l'économie qui sera présenté, jeudi 3 septembre, n'oublierait pas la famille viti-vinicole. Soit. Mais encore il ne suffira pas de quelques petits milliards, ou aides à la conversion, pour redresser ce fleuron de l'agriculture française, l'un des seuls à apporter du bonus à la balance commerciale française – merci le Cognac – Il va falloir, courageusement, oser remettre en question l'écosystème viticole français dans l'économie du « monde d'après »

Le viticulteur Bernard Farges qui a repris, à l'automne dernier, les rênes du Conseil Interprofessionnel du Vin de Bordeaux, le CIVB, a eu le courage de le dire, il y a peu, ne craignant pas de proposer que l'on puisse envisager d'encourager l'arrachage dans ce contexte de surproduction - les chais sont pleins et la distillation est limitée - et de guerre commerciale mondiale où l'Amérique, façon Donald Trump, taxe les importations et où tout laisse à penser que l'on s'oriente, sauf miracle, vers la conclusion d'un Brexit dur ... Arrachage et encouragement à aller de l'avant, à côté d'une viticulture conventionnelle qui progresse sur le mode culturel « raisonné », vers le bio qui se développe mais, rappelons-le, représente 6% de la production en Nouvelle-Aquitaine. Et , donc, comme ne craint pas de le suggérer Bernard Farges, vers la nécessaire cohabitation intelligente des deux façons culturelles, par îlots séparés. Pourquoi ? Parce que, spécialement pour les viticulteurs qui cultivent sur des petites exploitations, disons de l'ordre d'une dizaine d'hectares, le passage au bio dans une phase de conversion de trois ans, peut se révéler très angoissant, à cause des incertitudes climatiques qui vont grandissantes.

Déjà, de très grands progrès sont en cours dans notre viticulture régionale ; la disponibilité dont elle a fait preuve dans son ensemble en adhérant au [programme « VitiRev »](#), porté par la Région et fortement doté par l'Etat, le confirme. A cet égard un grand chantier est en train de voir le jour qui doit être accompagné par une manière de soutien moral à ceux qui s'engagent sur la voie du changement.

Car, au-delà de la très grande technicité que requiert la viticulture et qui bénéficie, ici, chez nous, d'un potentiel de recherche important -songeons au travail engagé pour adapter nos cépages au réchauffement climatique- la viticulture, dans sa magnifique diversité, est constitutive de notre identité comme le ministre a eu raison de le rappeler, en Gironde. Elle représente un patrimoine mondial de référence et est, aussi, l'expression d'une culture qu'il faut continuer à diffuser et partager, avec savoir faire et ouverture, vers les plus jeunes que cela passionne. Et ils sont nombreux à apprendre à déguster et à boire avec modération... !

Lire aussi : [VitiREV : actions, objectifs et finances](#)



Joël Aubert

Credit Photo :
Publié sur [aqui.fr](#) le 30/08/2020
[Url de cet article](#)